

Poutine révèle les véritables causes de la crise alimentaire mondiale



[Source : lecridespeuples.fr]

Interview avec Rossiya TV, 3 juin 2022.

Le Président a répondu aux questions de Pavel Zarubin de la chaîne de télévision Rossiya 1.

Source : kremlin.ru

Traduction : lecridespeuples.fr

Pavel Zarubin : M. le Président, nous venons de suivre votre rencontre avec le chef du Sénégal, qui est aussi le leader actuel de l'Union africaine. Il a exprimé, et en fait au cours de la semaine dernière, de nombreux pays ont exprimé leur inquiétude, non pas tant au sujet de la crise alimentaire, mais ils craignent une famine à grande échelle parce que les prix mondiaux des denrées alimentaires sont en hausse, tout comme les prix du pétrole et du gaz, Ces questions sont liées.

Naturellement, l'Occident en rend la Russie responsable. Quelle est la situation réelle à ce stade, comment évolue-t-elle ? Et que pensez-vous qu'il va se passer sur les marchés de l'alimentation et de l'énergie ?

Vladimir Poutine : Oui, en effet, nous assistons à des tentatives de faire porter à la Russie la responsabilité de l'évolution du marché alimentaire mondial et des problèmes croissants qui s'y posent. Je dois dire que c'est une autre tentative de rejeter la faute sur quelqu'un d'autre. Mais pourquoi ?

Premièrement, la situation du marché alimentaire mondial ne s'est pas aggravée hier, ni même avec le lancement de l'opération militaire spéciale de la Russie dans le Donbass, en Ukraine.

La situation s'est dégradée en février 2020, pendant les efforts déployés pour contrer la pandémie de coronavirus, alors que l'économie mondiale était à l'arrêt et qu'il fallait la relancer.

Les autorités financières et économiques des États-Unis n'ont rien trouvé de mieux que d'allouer des sommes importantes pour soutenir la population et certaines entreprises et secteurs économiques.

En général, nous avons fait presque la même chose, mais je vous assure que nous avons été beaucoup plus précis, et les résultats sont évidents : nous l'avons fait de manière sélective et avons obtenu les résultats souhaités sans affecter les indicateurs macroéconomiques, notamment la croissance excessive de l'inflation.

La situation était tout à fait différente aux États-Unis. La masse monétaire aux États-Unis a augmenté de 5,9 trillions en moins de deux ans, de février 2020 à la fin de 2021 – une productivité sans précédent des machines à imprimer la monnaie. La masse monétaire totale a augmenté de 38,6 %.

Apparemment, les autorités financières américaines pensaient que le dollar était une monnaie mondiale, et qu'il se répandrait, comme d'habitude, comme les années précédentes, se dissoudrait dans l'économie mondiale, et que les États-Unis ne le ressentiraient même pas. Mais cela ne s'est pas produit, pas cette fois-ci. En fait, les gens déçus – et il y en a aux États-Unis –, le secrétaire au Trésor a récemment déclaré qu'ils avaient fait une erreur. Il s'agissait donc d'une erreur commise par les autorités financières et économiques américaines – cela n'a rien à voir avec les actions de la Russie en Ukraine, c'est totalement sans rapport.

Et c'était le premier pas – et un grand pas – vers la situation actuelle défavorable du marché alimentaire, parce que, en premier lieu, les prix des aliments ont immédiatement augmenté, ils ont augmenté. C'est la première raison.

La deuxième raison est la politique à courte vue des pays européens, et surtout la politique de la Commission européenne en matière d'énergie. On voit ce qui se passe là-bas. Personnellement, je pense que de nombreux acteurs politiques aux États-Unis et en Europe ont profité des préoccupations naturelles des gens concernant le climat, le changement climatique, et ils ont commencé à promouvoir cet agenda vert, y compris dans le secteur de l'énergie.

Tout semble aller bien, sauf les recommandations non qualifiées et sans fondement sur ce qu'il faut faire dans le secteur de l'énergie. Les capacités des types d'énergie alternatifs sont surestimées : l'énergie solaire, l'énergie éolienne, tout autre type d'énergie, l'énergie hydrogène – ce sont probablement de bonnes perspectives d'avenir, mais aujourd'hui, elles ne peuvent être produites en quantité suffisante, avec la qualité requise et à des prix acceptables. Et dans le même temps, ils ont commencé à minimiser l'importance des types d'énergie conventionnels, y compris, et surtout, les hydrocarbures.

Quel a été le résultat de tout cela ? Les banques ont cessé d'accorder des prêts parce qu'elles étaient sous pression. Les compagnies d'assurance ont

cessé d'assurer les transactions. Les autorités locales ont cessé d'attribuer des parcelles de terrain pour développer la production et ont réduit la construction de transports spéciaux, y compris les pipelines.

Tout cela a entraîné une pénurie d'investissements dans le secteur énergétique mondial et, par conséquent, une hausse des prix. Le vent n'a pas été aussi fort que prévu au cours de l'année écoulée, l'hiver s'est éternisé et les prix ont instantanément grimpé.

Pour couronner le tout, les Européens n'ont pas écouté nos demandes persistantes de préserver les contrats à long terme pour la livraison de gaz naturel aux pays européens. Ils ont commencé à les liquider. Beaucoup sont encore valables, mais ils ont commencé à les réduire. Cela a eu un effet négatif sur le marché européen de l'énergie : les prix ont augmenté. La Russie n'a absolument rien à voir avec cela.

Mais dès que les prix du gaz ont commencé à augmenter, les prix des engrais ont suivi, car le gaz est utilisé pour produire certains de ces engrais.

Tout est interconnecté. Dès que les prix des engrais ont commencé à augmenter, de nombreuses entreprises, y compris dans les pays européens, sont devenues non rentables et ont commencé à fermer leurs portes. La quantité d'engrais sur le marché mondial a chuté et les prix ont grimpé en flèche, à la grande surprise de nombreux politiciens européens.

Cependant, nous les avons prévenus à ce sujet, et cela n'est en aucun cas lié à l'opération militaire russe dans le Donbass. Cela n'a rien à voir avec cela.

Mais lorsque nous avons lancé notre opération, nos soi-disant partenaires européens et américains ont commencé à prendre des mesures qui ont aggravé la situation tant dans le secteur alimentaire que dans la production d'engrais.

À propos, la Russie représente 25 % du marché mondial des engrais. En ce qui concerne les engrais potassiques, Alexander Lukashenko m'a dit ceci – mais nous devrions le vérifier, bien sûr, même si je pense que c'est vrai – en ce qui concerne les engrais potassiques, la Russie et la Biélorussie représentent 45 % du marché mondial. C'est une quantité énorme.

Le rendement des cultures dépend de la quantité d'engrais apportée au sol. Dès qu'il est devenu évident que nos engrais ne seraient pas sur le marché mondial, les prix ont instantanément grimpé, tant pour les engrais que pour les produits alimentaires, car s'il n'y a pas d'engrais, il est impossible de produire la quantité requise de produits agricoles.

Une chose entraîne une autre, et la Russie n'y est pour rien. Nos partenaires ont eux-mêmes commis une multitude d'erreurs et ils cherchent maintenant un coupable. Bien sûr, la Russie est le candidat le plus approprié

à cet égard.

Pavel Zarubin : Par ailleurs, on vient d'apprendre que l'épouse du dirigeant de nos plus grandes entreprises d'engrais a été incluse dans le nouveau train de sanctions européen.

A quoi tout cela va-t-il aboutir selon vous ?

Vladimir Poutine : Cela va aggraver une situation déjà mauvaise.

Les Britanniques et plus tard les Américains – les Anglo-Saxons – ont imposé des sanctions sur nos engrais. Puis, ayant compris ce qui se passait, les Américains ont levé leurs sanctions, mais pas les Européens. Ils me disent eux-mêmes lors de contacts : oui, il faut y penser, il faut faire quelque chose, mais aujourd'hui ils n'ont fait qu'aggraver cette situation.

Cela va aggraver la situation sur le marché mondial des engrais, et donc les perspectives de récoltes seront beaucoup plus modestes, et les prix continueront à monter – c'est tout. C'est une politique absolument myope, erronée, je dirais même tout simplement stupide, qui mène à une impasse.

Pavel Zarubin : Mais la Russie est accusée par de hauts fonctionnaires d'empêcher les céréales qui sont réellement là, dans les ports ukrainiens, de partir.

Vladimir Poutine : Ils bluffent, et je vais vous expliquer pourquoi.

D'abord, il y a des choses objectives, et je vais les mentionner maintenant. Le monde produit environ 800 millions de tonnes de céréales, de blé par an. On nous dit maintenant que l'Ukraine est prête à exporter 20 millions de tonnes. Donc, 20 millions de tonnes sur 800 millions de tonnes, cela représente 2.5 %. Mais si nous partons du fait que le blé ne représente que 20 % de tous les produits alimentaires dans le monde – et c'est le cas, ce ne sont pas nos données, elles proviennent de l'ONU – cela signifie que ces 20 millions de tonnes de blé ukrainien ne représentent que 0.5 %, pratiquement rien. C'est le premier point.

Deuxième point : les 20 millions de tonnes de blé ukrainien sont des exportations potentielles. Aujourd'hui, les organismes officiels américains disent également que l'Ukraine pourrait exporter six millions de tonnes de blé. Selon notre ministère de l'agriculture, le chiffre n'est pas de six mais d'environ cinq millions de tonnes, mais bon, supposons qu'il soit de six, en plus elle pourrait exporter sept millions de tonnes de maïs – c'est le chiffre de notre ministère de l'agriculture. Nous sommes conscients que ce n'est pas beaucoup.

Au cours de l'année agricole 2021-2022, nous exporterons 37 millions de tonnes et, je pense, nous porterons ces exportations à 50 millions de tonnes en 2022-2023. Mais ceci est tout à fait à propos, soit dit en passant.

Quant à l'expédition de céréales ukrainiennes, nous ne l'empêchons pas. Il y a plusieurs façons d'exporter des céréales.

La première : vous pouvez l'expédier via les ports contrôlés par l'Ukraine, principalement dans la mer Noire – Odessa et les ports voisins. Nous n'avons pas miné les approches du port : c'est l'Ukraine qui l'a fait.

J'ai déjà dit à tous nos collègues à de nombreuses reprises : laissez-les déminer les ports et laissez partir les navires chargés de céréales. Nous garantirons leur passage pacifique vers les eaux internationales sans aucun problème. Il n'y a aucun problème. Allez-y.

Ils doivent déminer et relever les navires qu'ils ont coulés exprès en mer Noire pour rendre difficile l'entrée dans les ports du sud de l'Ukraine. Nous sommes prêts à le faire ; nous n'utiliserons pas le processus de déminage pour lancer une attaque depuis la mer. Je l'ai déjà dit. C'est le premier point.

Deuxième voie d'exportation : il existe une autre possibilité, les ports de la mer d'Azov – Berdyansk et Mariupol – sont sous notre contrôle, et nous sommes prêts à assurer une sortie sans problème de ces ports, y compris pour les céréales ukrainiennes exportées. Allez-y, on vous en prie.

Nous travaillons déjà sur le processus de déminage. Nous terminons ce travail – à un moment donné, les troupes ukrainiennes ont posé trois couches de mines. Ce processus touche à sa fin. Nous allons créer la logistique nécessaire. Ce n'est pas un problème, nous le ferons. C'est le deuxième point.

La troisième voie d'exportation est qu'il est possible d'acheminer les céréales d'Ukraine via le Danube et la Roumanie.

La quatrième voie d'exportation est que c'est également possible via la Hongrie.

Et cinquièmement, il est également possible de le faire via la Pologne. Oui, il y a quelques problèmes techniques, car les voies sont de différents écartements et les bogies des roues doivent être changés. Mais cela ne prend que quelques heures, c'est tout.

Enfin, le moyen le plus simple est de transporter des céréales via la Biélorussie. C'est le moyen le plus simple et le moins cher, car de là, il peut être expédié instantanément vers les ports de la Baltique et, plus loin, vers n'importe quel endroit du monde.